



Paris, le 17 septembre 2024

Objet : Déclaration liminaire

Mesdames et Messieurs du CCHSCT,

Nous sommes réunis aujourd'hui dans un contexte chaotique à tout point de vue. Le chaos politique, économique et social.

Cette instance est l'outil indispensable afin de préserver la santé physique et mentale de l'ensemble du personnel de la fonction publique.

Cependant la FGF-FO vous alerte sur le budget d'austérité sans précédent et historique que le Gouvernement démissionnaire a élaboré avant son départ.

Selon les médias et certaines institutions, ce budget devrait annoncer des mesures d'économie à hauteur de 30 milliards dès 2025 et plus de 100 milliards à l'horizon 2029/2032.

Les conséquences de l'application de l'austérité budgétaire se font déjà sentir dans les services au travers du non-renouvellement des contractuels, de l'arrêt des déplacements et de la formation, le gel du recrutement dans certains ministère etc. Les thématiques énoncées sont en dehors de la grande vague d'austérité qui nous attend.

Après avoir applaudi et félicité les agents du service public lors des précédentes crises dont la Covid 19, aujourd'hui, ces agents pour toutes reconnaissances vont subir une cure d'austérité sans précédent alors que les services sont déjà à l'os. Alors que ces mêmes agents revendiquent et attendent de la part de leur employeur, une véritable augmentation de salaire pour faire face à l'inflation et vivre dignement de leur travail.

Les inspecteurs généraux des finances et des affaires sociales dans leurs rapports suggèrent de remettre en cause l'utilisation des autorisations spéciales d'absences (ASA), quelle est la part d'humanité et de considération lorsque vous souhaitez retirer des ASA pour le décès d'un proche, pour le déménagement des agents dans le cadre d'une mutation ! quel est le dialogue social lorsque vous retirez des ASA pour la représentation du personnel !

Cette austérité entraînera des conséquences graves pour le service public et par ricochet pour les agents en matière de mission et de dégradation de leur condition de travail, la FGF-FO la combattra pied à pied. Nous vous exhortons à mettre en ordre de marche le CCHSCT afin de répondre à la responsabilité pénale de l'administration qui vous oblige à préserver la santé physique et mentale de vos personnels.

La FGF-FO a toujours milité pour la mise en place d'une prévention primaire, il est temps d'accélérer ce mouvement si nous ne voulons pas faire que des constats dans cette instance à l'instar de ce qui nous ait proposé aujourd'hui. Comment parler de qualité de vie au travail et de la santé des agents lorsque l'état employeur prévoit de maltraiter ses propres agents.

Nous vous alertons également sur la libération de la parole raciste et xénophobe au sein des services de l'État au regard du résultat important du parti d'extrême droite aux élections législatives. Les valeurs de la République sont les fondements du service public, il serait inacceptable que le service rendu soit entaché par des pensées d'un autre temps. La FGF-FO vous demande donc une attention particulière sur ce sujet.

Nous attendons au-delà des dossiers à l'ordre du jour un engagement clair de l'administration à préserver la santé de leurs agents au regard de ce que le nouveau Gouvernement appliquera en matière d'austérité budgétaire.